

Recours gracieux contre la décision individuelle relative à l'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Formulaire à compléter, à signer et à renvoyer accompagné des pièces jointes demandées au
Ministère de la culture - Service des ressources humaines
Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire
182 rue Saint-Honoré, 75001 Paris cedex 01

Courrier à adresser en recommandé avec accusé de réception

Je soussigné(e),

Nom : **DUMOUCHEL**..... Prénom : **Virginie**.....

Service : **Pédagogie**.....

Adresse professionnelle : **ENSAPVS 3/15 quai Panhard et Levassor 75013 PARIS**

Téléphone professionnel : **01.72.69.63.25**

Courriel : **virginie.dumouchel**..... @ **paris-valdeseine.archi.fr**.....

conteste l'attestation du 12/09/17 (joindre une copie de l'attestation notifiée par le bureau des ressources humaines) par lequel vous m'informez (deux possibilités au choix ; rayez la situation que ne vous concerne pas) :

1- de mon **inéligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

OU

2- de mon **éligibilité** au dispositif d'accès réservé à la titularisation dans le cadre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique

Dans le cas n°1 (inéligibilité), je conteste mon inéligibilité au dispositif.

Il ressort à la décision susmentionnée que je ne remplis pas, au vu des informations transmises par mon employeur, les conditions relatives au fondement de recrutement et/ou à l'ancienneté et/ou à la quotité de temps de travail et/ou à la nature de l'emploi exigées par les articles de la loi du 12 mars 2012.

Je souhaite que vous procédiez au réexamen de ces conditions au vu des documents joints (*contrat(s) et/ou avenant au contrat de travail, et/ou tout document de votre employeur attestant des services effectués*), qui attestent de mon éligibilité au dispositif.

Dans le cas n°2 (éligibilité), je conteste le niveau de fonction qui m'a été notifié.

Dans la décision susmentionnée, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie (*indiquez une seule catégorie*) : ☐ A ☒ B ☐ C

Or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments joints (*contrats, fiches de postes ou tout document permettant d'apprécier le niveau des fonctions exercées*), je justifie de l'exercice de missions de niveau de la catégorie (*indiquez une seule catégorie*) : ☒ A ☐ B ☐ C

A noter : si votre contrat ne mentionne pas votre niveau de mission par référence à une catégorie A, B ou C, et dans le cas où vous ne seriez pas couvert par un cadre de gestion prévoyant le classement des emplois dans des groupes assimilés à des catégories hiérarchiques, le SRH rendra sa décision sur votre niveau de mission après consultation d'un groupe d'expert. Il vous est demandé, si vous vous trouvez dans cette situation, d'indiquer ci-après le corps de fonctionnaire correspondant au niveau de mission que vous souhaitez vous être reconnu.

J'indique ci-après le corps de fonctionnaire correspondant aux missions que j'exerce et au niveau de mission que je souhaite m'être reconnu : **Attaché administratif**.....

Dans les 2 cas :

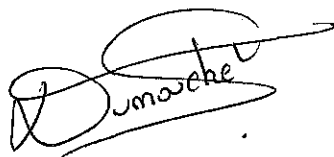
Je vous demande de bien vouloir procéder au retrait de la décision contestée ET d'édicter une nouvelle décision conforme à ma situation.

L'absence de réponse de votre part dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre fait naître une décision implicite de rejet.

L'attestation d'éligibilité peut être contestée par voie contentieuse auprès du tribunal administratif de Paris, dans un délai de deux mois.

Fait à **Paris**....., le **10 novembre 2017**.....

Signature de l'agent



Pièces jointes à ce recours :

- Pièce n°1 : Courrier en date du 12 septembre 2017 m'informant de ma situation individuelle
- Pièce n°2 : Ma fiche de poste
- Pièce n°3 : La fiche de poste de la personne que j'encadre
- Pièce n°4 : Avenant n°1 au contrat de travail en date du 9 novembre 2006
- Pièce n°5 : Avenant n°2 au contrat de travail en date du 18 janvier 2010
- Pièce n°6 : Avenant n°3 au contrat de travail en date du 24 janvier 2011
- Pièce n°7 : Avenant n°4 au contrat de travail en date du 13 octobre 2011
- Pièce n°8 : Avenant n°5 au contrat de travail en date du 24 juin 2014
- Pièce n°9 : Avenant n°6 au contrat de travail en date du 20 octobre 2015
- Pièce n°10 : Lettre de recommandation de Monsieur Philippe BACH, Directeur de l'ENSAPVS
- Pièce n°11 : Lettre motivant mon recours gracieux

* Copie à l'établissement ou au service employeur et aux organisations syndicales représentatives du Ministère de la Culture.

Pièce
n° 1



**ATTESTATION D'ÉLIGIBILITÉ A L'ACCES A
L'EMPLOI TITULAIRE
SAUVADET II**

Je soussigné, Monsieur **Philippe BACH**

Fonction : directeur

Nom de l'établissement : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val de Seine

Adresse complète de l'établissement : 3-15 Quai Panhard et Levassor – 75013 Paris

atteste que Madame **Virginie DUMOUCHEL**

employé(e) au sein de cet établissement **remplit¹** les conditions d'éligibilité pour se présenter à un recrutement réservé organisé dans l'un des corps ouverts dans la **catégorie**

☐A XB ☐C

A titre indicatif, les fonctions exercées sont susceptibles de relever du corps des secrétaires administratifs.

Cette attestation vaut **admission à concourir. Elle ne vaut pas inscription.** Il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration dans l'arrêté d'ouverture des futurs recrutements réservés.

En vertu des dispositions de l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.**

*Si vos fonctions ont évolué depuis le 31 mars 2011 (Sauvadet 1) ou depuis le 31 mars 2013 (Sauvadet 2), ou qu'elles évoluent d'ici l'organisation du recrutement réservé que vous aurez choisi, sachez que l'ancienneté exigée de 4 ans s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Aussi, si vous exercez des fonctions relevant d'un autre niveau hiérarchique -il s'agit d'une modification ayant fait l'objet d'un nouveau contrat avec votre employeur- vous êtes susceptible de vous présenter à un recrutement relevant d'une catégorie autre que celle précisée plus haut. Dans ce cas, votre situation serait étudiée lors de votre inscription.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

¹ Cf Annexe 1.1 : tableau synthétique-conditions d'éligibilités au dispositif Sauvadet II.

Le recours gracieux est à déposer, dans les deux mois maximum suivant la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75001 Paris cedex 01).

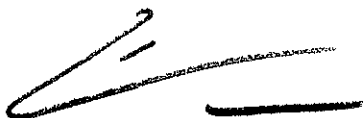
Paris, le : 12 SEP. 2017

SIGNATURE : *(cheffe de service des ressources humaines du secrétariat général)*

La cheffe du service des ressources humaines

Claire CHÉRIE

VISA de l'établissement :



Ecole Nationale Supérieure d'Architecture
Paris-Val de Seine
3-15, quai Panhard et Levassor
75013 PARIS
Tél. : 01 72 69 63 00 - Fax 01 72 69 63 81

Pièce
no 2

VACANCE DE POSTE PUBLICATION INTERNE

Intitulé du poste : Responsable du cycle Master

Catégorie statutaire : B

Missions et activités principales :

Au sein de la direction des études et de la pédagogie et sous l'autorité de la responsable de la scolarité, l'agent aura la responsabilité du cycle Master entier (M1 et M2). Il en assurera la coordination, aidé d'un agent chargé du Master 1.

Il sera de plus, chargé d'assurer les missions suivantes :

Réalisation des inscriptions pédagogiques pour les semestres 9 et 10 et suivi de la répartition et de l'équilibrage des groupes de projet ;

Suivi pédagogique des étudiants et notamment des situations spécifiques : redoublants, étudiants en chevauchement, entrée par équivalences, transferts entrant et sortant ;

Gestion des droits d'accès à la saisie des notes par les enseignants sur le logiciel Taïga et contrôle de leur saisie ;

Vérification et publication des résultats semestriels ;

Organisation des jurys de Projets de fin d'études (2 sessions par an) et des soutenances de mémoire (2 sessions par an) (travail réalisé en binôme) ;

Veille de la qualité et collecte des éléments afférents ;

Vérification des conditions d'obtention, publication au Bulletin Officiel, suivi des signatures (Ecole et Rectorat) et délivrance du diplôme d'État d'architecte valant grade de master ;

Repérage des étudiants en situation dérogatoire ou d'exclusion ;

États, bilans et statistiques semestriels et annuels sur les effectifs et résultats des étudiants de M2 ;

Classement des dossiers papier des étudiants, archivage des dossiers des étudiants diplômés, en situation d'abandon, d'exclusion et des non-réinscrits ;

Application du règlement des études et du règlement intérieur de l'établissement ;

Repositionnement sur le cycle master des étudiants en reprise d'études ;

Interlocuteur principal des étudiants de M2 : accueil physique et téléphonique ; informations relatives au cursus, à la vie scolaire et pédagogique ; délivrance de relevés de notes, d'attestations, gestion d'éventuelles situations de conflit.

Lien avec les enseignants : interface des enseignants concernant la scolarité des étudiants de M2 et des enseignants extérieurs intervenant dans les jurys de soutenance de Projets de fin d'études.

Au sein de l'administration : transmission des informations et des dossiers avec les collègues de la scolarité ; Préparation des rentrées semestrielles en relation avec les autres services et participation à l'accueil de rentrée.

Compétences techniques :

- Capacité d'analyse et de mise en œuvre des textes et règles applicables : règlement des études, règlement intérieur de l'établissement, programme pédagogique, conditions de délivrance du diplôme d'État d'architecte
- Maîtrise du logiciel de gestion étudiant Taïga (formation possible en interne), tableur et traitement de texte

Savoir-faire

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'organisation
- Sens des responsabilités
- Grande rigueur
- Qualité rédactionnelle

Savoir-être

- Sens relationnel, contacts permanents avec les étudiants, les enseignants et les personnalités extérieures

Qui contacter ?

Informations sur le poste auprès de : Nathalie Hébreard, directrice des études et de la pédagogie

Tél. : 01 72 69 63 18

nathalie.hebreard@paris-valdeseine.archi.fr

Dépôt des candidatures (lettre de motivation, CV et photocopie de la fiche de poste) avant le 17 juillet 2015 18h00 auprès de Gladys Hamidi ou Hélène Gorce.

FICHE DE POSTE

Intitulé du poste (F/H):

Assistant Master

Catégorie statutaire : B

Corps : Secrétaire administratif

Code corps (cf. Annexe) : SAMC

Domaine(s) Fonctionnel(s) : Education et formation tout a long de la vie – FPEEDU07

Emploi(s) Type : Assistant éducatif – Gestionnaire des étudiants de master - EDU07

Adresse administrative et géographique de l'affectation :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine – 3 Quai Panhard et Levassor -75013 Paris

Missions et activités principales :

Gestionnaire de la scolarité des étudiants en Master (Master 1 et Master 2 : environ 800 étudiants)

Au sein du service de la scolarité de la direction des études et de la pédagogie, la personne recrutée partagera, avec la responsable du bureau des Master qui les coordonne, les missions suivantes :

- Interlocuteur des étudiants de Master 1 ou 2 (accueil physique et téléphonique, informations relatives au cursus, à la vie scolaire et pédagogique, délivrance de relevés de notes, d'attestations, gestions d'éventuelles situations de conflits) ; interface des enseignants concernant la scolarité des étudiants
- Préparation des rentrées semestrielles et participation à l'accueil de rentrée
- Organisation des jurys de projets de fin d'études (PFE) et, à l'issue des 2 sessions de l'année, participation à l'organisation de la journée des PFE
- Organisation des soutenances des mémoires
- Suivi des certifications en langue étrangère
- Archivage des dossiers des diplômés et des étudiants en situation d'abandon et d'exclusion
- Etats, bilans, statistiques semestrielles et annuelles des effectifs et des résultats des étudiants
- Suivi de l'application du règlement des études et du règlement intérieur
- Certification des diplômes d'Etat d'architecte ; délivrance des parchemins et suppléments au diplôme

La personne assumera en propre, plus particulièrement, le suivi de la 1^{ère} année du cycle (environ 300 étudiants), comprenant les missions suivantes :

- Suivi de la scolarité des étudiants de M1 avec une attention particulière concernant les situations spécifiques (redoublants, étudiants en chevauchement, entrée par équivalences, transferts entrants et sortants)
- Réalisation des inscriptions pédagogiques des étudiants de M1 et suivi de la répartition et de l'équilibrage des effectifs dans les enseignements
- Répartition des étudiants dans les groupes du workshop européen de S8 et suivi de sa validation
- Centralisation des projets de « parcours libre » prévu en S8, interface avec la commission des parcours libres et suivi de sa validation
- Aide à la préparation des examens ; affichage/émargement des étudiants de M1 ; gestion des droits d'accès à la saisie des notes par les enseignants sur le logiciel Taïga et contrôle de leurs saisies
- Préparation et participation aux jurys semestriels de M1
- Repérage des situations pédagogiques justifiant l'alerte des étudiants sur leur risque d'exclusion (2

- inscriptions en M1) et suivi des étudiants en situation dérogatoire
- Préparation des éléments de la décision relative aux exclusions et dérogations accordées aux étudiants de M1
- Suivi étudiants en mobilité (préinscription au mémoire) en lien avec le service international et suivi des étudiants de retour de césure

En cas d'absence, elle assumera l'intérim de la responsable du bureau des Master et sera amenée à répondre également aux demandes portant plus spécifiquement sur le Master 2.

Compétences principales mises en œuvre : (cotés sur 4 niveaux initié – pratique – maîtrise - expert)

Compétences techniques :

- Maîtrise du logiciel de gestion des étudiants Taïga (formation possible en interne) et d'Excel/Calc
- Maîtrise des logiciels bureautiques

Savoir-faire

- Connaissance du programme pédagogique – à acquérir
- Connaissance du règlement des études et du règlement intérieur de l'établissement – à acquérir

Savoir-être (compétences comportementales)

- Rigueur, organisation, autonomie
- Sens du travail en équipe
- Grand sens du relationnel, contacts permanents avec les étudiants.

Environnement professionnel :

(description brève du service)

L'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine est un établissement public national d'enseignement supérieur, placé sous la double tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication et du Ministère de l'éducation nationale et enseignement supérieure

Dans le cadre de sa stratégie de Responsabilité Sociale des Organisations (RSO), le ministère de la Culture et de la Communication et ses établissements publics s'engagent à promouvoir l'égalité professionnelle et la prévention des discriminations dans leurs activités de recrutement. Une cellule d'écoute, d'alerte et de traitement est mise à la disposition des candidats ou des agents qui estimerait avoir fait l'objet d'une rupture d'égalité de traitement

Liaisons hiérarchiques :

Sous l'autorité de la Responsable des masters

Liaisons fonctionnelles : ensemble des étudiants, enseignants

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine
Service des ressources humaines

Imputation budgétaire
Chapitre : 64.61
article :

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE d'un agent non titulaire

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 6, 2^{ème} alinéa), modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

D'une part, le Ministre de la culture et de la communication représenté par le directeur de l'Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine 14 rue Bonaparte 75006 Paris ;

et d'autre part : Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 1^{er} octobre 1972 à Choisy le Roi
Demeurant : 58 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1.- Définition du contrat

Le présent contrat est conclu en application de l'article 6, 2^{ème} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 susvisée pour occuper des fonctions correspondant à un besoin occasionnel.

Le contractant est engagé à titre temporaire pour se charger de la constitution des dossiers pédagogiques sur le site de Charenton de l'école d'Architecture de Paris Val de Seine

Article 2.- Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un mois : du 5 juillet 2004 au 31 juillet 2004.

Le contractant est recruté à raison de 140 heures par mois.

-Article 3.- Rémunération

La rémunération du contractant est fixée au taux horaire brut de 12,25 € au 1^{er} janvier 2004. Ladite rémunération sera revalorisée en fonction des augmentations de traitements de la fonction publique accordée aux fonctionnaires.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, IRCANTEC.

Article 4.- Droit à congé

Conformément à l'article 10 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le contractant a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires, soit cinq fois les obligations hebdomadaires de service au prorata de la durée du service effectué.

Un congé non pris, du fait de l'administration, pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale au 1/10^{ème} de la rémunération perçue par l'agent au cours de sa période d'emploi, entre le 1^{er} juillet et le 31 juillet de l'année en cours. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 5.- Protection sociale

En matière de congés maladie, de couverture sociale, d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'État (article 2 du décret du 17 janvier 1986 précité).

Article 6.- Droits et obligations

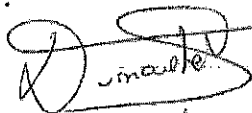
Les droits à formation du contractant sont définis par l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé. Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires).

Article 7.- Le contractant est dispensé des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises au (ministre, président ou directeur de l'établissement) puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Charenton-le-Pont, le 8 juin 2004

Le contractant :

Du et approuvé



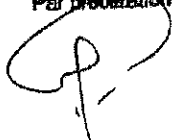
faire précéder la signature de
la mention «du et approuvé»



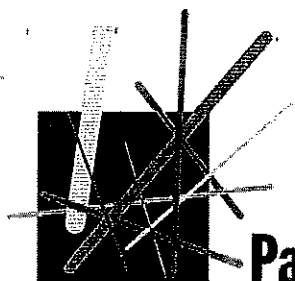
VISA DU CONTRÔLEUR FINANCIER

22 JUIN 2004

Le Receveur Général des Finances
Trésorier-Payeur Général de
la Région Île-de-France
Par procuration :



RECEVEUR GENERAL DES FINANCES



Paris Val de Seine

école d'architecture

Imputation budgétaire

Chapitre : 64.61

article : 20

Service des Ressources Humaines

**CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire**

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 6, 2^{ème} alinéa), modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

D'une part, le Ministre de la culture et de la communication représenté par le directeur de l'Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine, 14 rue Bonaparte 75006 Paris ;

et d'autre part : Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie

Né(e) le 1 octobre 1972

Demeurant : 58 avenue du général Leclerc
94700 Maisons Alfort

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1.- Définition du contrat

Le présent contrat est conclu en application de l'article 6, 2^{ème} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 susvisée pour occuper des fonctions correspondant à un besoin saisonnier.

Le contractant est engagé à titre temporaire pour assurer l'assistance au responsable pédagogique de l'Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine

Article 2.- Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de 7 mois : du 1^{er} novembre 2004 au 31 mai 2005.

11, rue du Général de Gaulle
94220 Charenton-le-Pont
Tél : 01.43.63.60.60
Fax : 01.43.63.60.60

Le contractant est recruté à temps complet pour la période, soit 154 heures par mois.

Siège social :
14, rue Bonaparte
75006 Paris
Tél : 01.44.60.66.00
fax : 01.49.27.09.62

.../...

www.paris-valdesseine.archi.fr

Etablissement public national
à caractère administratif
placé sous la tutelle
du Ministère de la Culture
et de la Communication.
Créé par décret n°2001-21
du 9 janvier 2001.

Article 3.- Rémunération

La rémunération du contractant est fixée au taux horaire brut de 12,25 au 1^{er} janvier 2004. Ladite rémunération sera revalorisée en fonction des augmentations de traitements de la fonction publique accordée aux fonctionnaires.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, IRCANTEC.

Article 4.- Droit à congé

Conformément à l'article 10 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le contractant a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires, soit cinq fois les obligations hebdomadaires de service au prorata de la durée du service effectué.

Un congé non pris, du fait de l'administration, pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale au 1/10^{ème} de la rémunération perçue par l'agent au cours de sa période d'emploi, entre le 1^{er} novembre 2004 au 31 mai 2005 de l'année en cours. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 5.- Protection sociale

En matière de congés maladie, de couverture sociale, d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'État (article 2 du décret du 17 janvier 1986 précité).

Article 6.- Droits et obligations

Dans l'exercice de ses fonctions, le contractant est tenu par l'obligation professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont il est appelé à avoir connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 7.- Le contractant est dispensé des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises au (ministre, président ou directeur de l'établissement) puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Sous réserve de la disponibilité
des crédits en 2005

Fait à Charenton-le-Pont, le 7 octobre 2004

18 OCT. 2004

Le Receveur Général des Finances
Trésorier-Payeur Général de
la Région Ile-de-France
Par procuration :

Marc-Pierre CLINE

Le contractant :

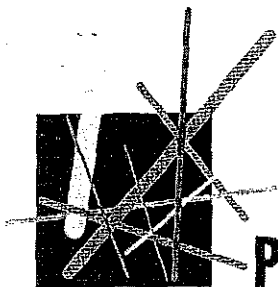
faire précéder la signature de
la mention « lu et approuvé »

Lu et approuvé
[Signature]

Le Directeur,

François





Paris Val de Seine

école d'architecture

Imputation budgétaire

Chapitre : 64.61

article : 20

Service des Ressources Humaines

**CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire**

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 6, 2^{ème} alinéa), modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

D'une part, le Ministre de la culture et de la communication représenté par le directeur de l'Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine, 14 rue Bonaparte 75006 Paris ;

et d'autre part : Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie

Né(e) le 1 octobre 1972

Demeurant : 58 avenue du général Leclerc
94700 Maisons Alfort

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1.- Définition du contrat

Le présent contrat est conclu en application de l'article 6, 2^{ème} alinéa, de la loi du 11 janvier 1984 susvisée pour occuper des fonctions correspondant à un besoin saisonnier.

Le contractant est engagé à titre temporaire pour assurer l'assistance au responsable pédagogique de l'Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine

Article 2.- Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de 6 mois : du 1^{er} juillet 2005 au 31 décembre 2005.

11, rue du Séminaire de Contlans

94220 Charenton-le-Pont

Tél : 01.43.53.60.60

Fax : 01.43.53.60.70

Siège social :

14, rue Bonaparte

75006 Paris

Tél : 01.44.50.56.00

fax : 01.49.27.99.62

www.paris-valdesaine.archi.fr

Etablissement public national

à caractère administratif

placé sous la tutelle

du Ministère de la Culture

et de la Communication.

Crée par décret n°2001-21

du 9 janvier 2001.

152

.../...

Article 3.- Rémunération

La rémunération du contractant est fixée au taux horaire brut de 12,31 au 1^{er} février 2005. Ladite rémunération sera revalorisée en fonction des augmentations de traitements de la fonction publique accordée aux fonctionnaires.

La rémunération fixée ci-dessus est exclusive de toute autre indemnité, sous réserve du versement des indemnités représentatives de frais en tant qu'elles correspondent à des dépenses réelles et dès lors qu'elles sont prévues par un texte réglementaire.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État, IRCANTEC.

Article 4.- Droit à congé

Conformément à l'article 10 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le contractant a droit à un congé annuel dont la durée et les conditions sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires titulaires, soit cinq fois les obligations hebdomadaires de service au prorata de la durée du service effectué.

Un congé non pris, du fait de l'administration, pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale au 1/10^{ème} de la rémunération perçue par l'agent au cours de sa période d'emploi, entre le 1^{er} juillet 2005 au 31 décembre 2005 de l'année en cours. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 5.- Protection sociale

En matière de congés maladie, de couverture sociale, d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'État (article 2 du décret du 17 janvier 1986 précité).

Article 6.- Droits et obligations

Dans l'exercice de ses fonctions, le contractant est tenu par l'obligation professionnelle pour tout ce qui concerne les faits dont il est appelé à avoir connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 7.- Le contractant est dispensé des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises au (ministre, président ou directeur de l'établissement) puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Charenton., le 21 juin 2005

Visa du contrôleur Financier

06 JUN 2005
Le Receveur Général des Finances
Trésorier de la Région de Charente

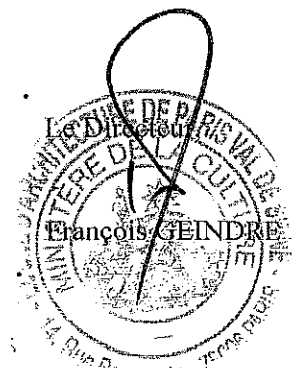
Par procuration :

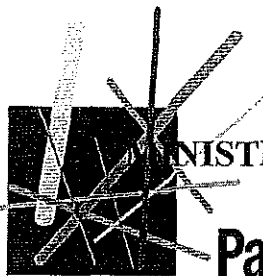
Le contractant : Marie-France GILRE

faire précéder la signature de
la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé

[Signature]





MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Paris Val de Seine

Ecole d'Architecture de Paris Val de Seine
Service des ressources humaines

Imputation budgétaire

Chapitre : 643.11

Exercice : 2006

**CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire**

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4), modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, modifié, applicable aux agents non titulaires de l'État ;

entre les soussignés,

L'école nationale supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine dont le siège se situe au 14 rue Bonaparte 75006 Paris représenté par son directeur Monsieur François GEINDRE ; d'une part

et :

le contractant

Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie

Né(e) le 1^{er} octobre 1972 à Choisy le Roi

Demeurant : 58 bis avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort

Article 1 : Durée du contrat

A compter du 1^{er} janvier 2006, Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie est recrutée pour occuper les fonctions de responsable du cycle licence de l'école (3 ans), sur un contrat d'un an à temps plein en application à la loi 84-16 susvisée du 11 janvier 1984.

Article 2 : Rémunération

Pendant la durée de son contrat, Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie percevra une rémunération correspondant au 4^{ème} échelon par assimilation à la grille indiciaire des attachés de services déconcentrés, indemnité de résidence et prestations familiales incluses soit l'indice brut 467, indice majoré 407.

Le contractant sera affilié au régime complémentaire de retraite des agents non titulaires de l'État,

14, rue Bonaparte
75006 Paris
RCA/TEC.

Tél : 01.44.50.56.00

Fax : 01.49.27.99.62

www.paris-valdeseine.archi.fr

Etablissement public national
à caractère administratif
placé sous la tutelle
du Ministère de la Culture
et de la Communication.
Créé par décret n°2001-21
du 9 janvier 2001.

Article 3.- Droit à congé

Mademoiselle Dumouchel Virginie a un droit à congé annuel, similaire à celui de ces collègues fonctionnaires conformément au dispositif mis en œuvre dans le cadre de la RTT

Un congé non pris, du fait de l'administration, pendant la durée du contrat donne droit à une indemnité compensatrice égale au 1/10^{ème} de la rémunération perçue par l'agent au cours de sa période d'emploi. L'indemnité est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris ; elle est soumise aux mêmes retenues que la rémunération.

Article 4.- Protection sociale

En matière de congés maladie, de couverture sociale, d'accidents du travail, il sera fait application des dispositions dont bénéficient les agents non titulaires de l'État (article 2 du décret du 17 janvier 1986 précité).

Article 5.- Droits et obligations

Les droits à formation du contractant sont définis par l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 susvisé. Le contractant est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires (énumérées par les articles 25, 26, 27 et 28 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires).

Article 6.- Le contractant est dispensé des droits d'enregistrement et de timbre. Les difficultés ou contestations, qui pourraient s'élever pour l'interprétation des clauses de ce contrat, sont d'abord soumises au (ministre, président ou directeur de l'établissement) puis, s'il y a lieu, jugées par le Tribunal administratif de Paris.

Paris, le

Fait à Charenton, le

Visa du Contrôleur Financier

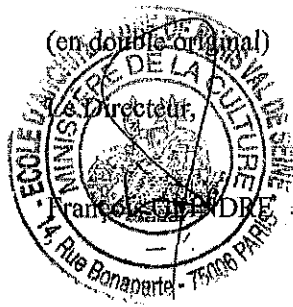
Le contractant : **09 DEC. 2005**
Le Receveur Général des Finances
Trésorier-Payeur Général de
la Région Île-de-France
Par procuration :
faire précéder la signature de
"lu et approuvé"

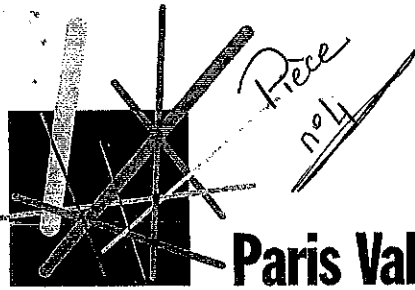


Marie-Françoise COTTE

lu et approuvé

Dumouchel





Imputation budgétaire

Chapitre : 643.11

Exercice : 2006

AVENANT N°1 AU

CONTRAT D'ENGAGEMENT A DUREE DETERMINEE

D'un agent non titulaire

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris-Conflans, Parisyllabe et Paris Villemin,
VU le décret du 3 octobre 2003, portant nomination du directeur de l'École d'Architecture Paris Val de Seine,
VU le décret n° 2006-759 du 30 juin 2006, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,

Entre les soussignés,

l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 14 rue Bonaparte – 75006 Paris, représentée par son Directeur,

d'une part

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilé(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

d'autre part

ci-après dénommé le contractant,

il est convenu ce qui suit :

Article 1. – En date du 9 décembre 2005 il a été conclu respectivement un contrat en application de l'article 4, 1^{er} alinéa de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisé, pour occuper les fonctions de responsable du cycle master à un temps complet au sein du service pédagogique de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val de Seine.

Siège social :
14, rue Bonaparte
75006 Paris
Tél : 01.43.53.60.60
Fax : 01.43.53.60.70

www.paris-valdeseine.archi.fr

Etablissement public national
à caractère administratif
Créé sous la tutelle
du Ministère de la Culture
et de la Communication.
Créé par décret n°2001-21
du 9 janvier 2001.

AVENANT N° 2
AU CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris Conflans, Paris la Seine et Paris Villemin,
VU la décret du 28 août 2008, portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine,
VU le décret n° 2008-1016 du 3 octobre 2008, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,

Entre les soussignés,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris, représentée par son directeur,

D'une part,

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilié(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

D'autre part,

Article unique : l'article 2 de l'avenant n° 1 visé le 9 novembre 2006 est modifié comme suit :

- Le présent avenant a pour objet de prolonger cette décision pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2011 au sein du service pédagogique de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val de Seine.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Paris le 18 JAN. 2010

Visa du Contrôleur Financier

Le contractant 075-000

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé
[Signature]

Le directeur
[Signature]
Jean-Claude MORENO

**AVENANT N° 3
AU CONTRAT D'ENGAGEMENT A DURÉE DÉTERMINÉE
d'un agent non titulaire**

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris Conflans, Paris la Seine et Paris Villemin,
VU la décret du 28 août 2008, portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine,
VU le décret n° 2008-1016 du 3 octobre 2008, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,

Entre les soussignés,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris, représentée par son directeur,

D'une part,

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilié(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

D'autre part,

Article unique : l'article 2 de l'avenant n° 1 visé le 9 novembre 2006 est modifié comme suit :

- à compter du 1^{er} février 2011 Mademoiselle Virginie DUMOUCHEL percevra une rémunération correspondant à l'indice brut 535, indice majoré 456, indemnité de résidence et prestations familiales incluses.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Paris le

Visa du Contrôleur Financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISAN° 1/2011

24 JAN. 2011

Chantal BONNEFOY

Le directeur

Jean-Claude MORENO

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé

Article 2. – est modifié comme suit :

Le présent avenant a pour objet de prolonger cette décision pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2009 au sein du service pédagogique de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val de Seine.

A compter du 1^{er} juillet 2007, Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie percevra une rémunération correspondant à l'indice brut 500, indice majoré 431, indemnité de résidence et prestations familiales incluses.

Article 3. – L'ensemble des autres clauses du contrat reste inchangé.

Fait à Charenton,

Visa du contrôleur financier

09 NOV 2006



Le contractant

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

« lu et approuvé »

[Signature]

Le Directeur

François GEINDRE



Imputation budgétaire :

Chapitre : 64 31 00 03

Exercice : 2011

AVENANT N° 4
AU CONTRAT D'ENGAGEMENT A DUREE DETERMINEE

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris Conflans, Paris la Seine et Paris Villemin,
VU la décret du 28 août 2008, portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine,
VU le décret n° 2008-1016 du 3 octobre 2008, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,

Entre les soussignés,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris, représentée par son directeur,

D'une part,

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilié(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : à compter du 1^{er} juillet 2011, l'avenant n° 2 visé le 18 janvier 2010 est modifié comme suit :

« Le contrat est conclu pour une durée indéterminée »

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait à Paris le,

Visa du contrôleur financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISA N° 5

13 OCT. 2011

Le directeur

Jean-Claude MORENO

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé
Dumouchel

Chantal BONNEFOY

Pour le Directeur
et par délégation
Evelyne Berger
Evelyne BERGER
Directrice Adjointe

Pièce
n° 8

**AVENANT N° 5
AU CONTRAT D'ENGAGEMENT A DUREE DETERMINEE**

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris Conflans, Paris la Seine et Paris Villemin,
VU la décret du 28 août 2008, portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine,
VU le décret n° 2008-1016 du 3 octobre 2008, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,

Entre les soussignés,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris, représentée par son directeur,

D'une part,

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilié(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article unique :

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 « rémunération » du contrat visé le 9 décembre 2005 comme suit :

A compter du 1^{er} juin 2014, Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie percevra une rémunération à l'indice brut 568, indice net 481, à laquelle s'ajoutent l'indemnité de résidence et prestations familiales.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

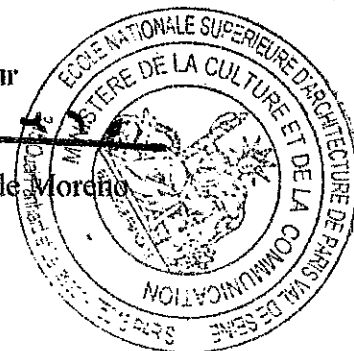
Fait à Paris le 1^{er} juin 2014

Visa du contrôleur financier

13
24 JUN 2014

Le directeur

Jean-Claude Morello



Le contractant

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé
Domache

AVENANT N° 6
AU CONTRAT D'ENGAGEMENT A DUREE DETERMINEE

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (article 4, 1^{er} alinéa) modifiée applicable aux agents non titulaires de l'État,
VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique,
VU le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié aux agents non titulaires de l'État,
VU le décret n° 2001-21 du 9 janvier 2001, portant création de l'École d'Architecture Paris Val de Seine et suppression des écoles d'architecture de Paris Conflans, Paris la Seine et Paris Villemin,
VU le décret n° 2008-1016 du 3 octobre 2008, portant majoration de la rémunération des personnels de l'État,
VU le décret du 22 août 2014, portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine.

Entre les soussignés,

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, 3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris, représentée par son directeur,

D'une part,

et Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie
Né(e) le 01/10/1972 à Choisy-le-Roi (94)
Domicilié(e) : 58 bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article unique :

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 « rémunération » du contrat visé le 9 décembre 2005 comme suit :

A compter du 1^{er} septembre 2015, Mademoiselle DUMOUCHEL Virginie percevra une rémunération à l'indice brut 619, indice net 519, à laquelle s'ajoutent l'indemnité de résidence et prestations familiales.

Les autres clauses du contrat restent inchangées.

Fait à Paris le 14 octobre 2015

Visa du contrôleur financier

CONTROLE FINANCIER
de la région Ile-de-France
VISA N° 5

20 OCT. 2015

Chantal BONNEFOY

Le directeur

Philippe BACH

Le contractant

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

lu et approuvé
[Signature]

Pièce
no 10

PARIS
VAL DE
SEINE
ARCHITECTURE

Madame Virginie DUMOUCHEL occupe depuis 2015 les fonctions de responsable du bureau des masters où elle est chargée de la coordination de ce bureau, un agent de catégorie B étant placé sous sa responsabilité. Elle a assuré de ce fait l'entretien d'évaluation en 2016 et signe les congés.

Le bureau des masters organise le suivi et la scolarité de plus de 800 étudiants et est chargé particulier de l'organisation des jurys de projet de fin d'études conclusif du cycle conduisant au diplôme d'état d'architecte conférant le grade de master. Il organise également entre autres missions usuelles la tenue des jurys de mémoires.

Ce bureau est lui-même placé sous la responsabilité de la responsable des études.

Madame DUMOUCHEL est par ailleurs pressentie pour s'occuper de la formation continue des architectes, mission dévolue aux ENSA par la loi création architecture et patrimoine.

En anticipation, un poste de catégorie A de responsable de la « formation continue des architectes » a été créé dans l'organigramme cible de l'ENSA Paris Val de Seine présenté au CT de l'école en 2015. Ce poste est en attente de support correspondant par évolution du plafond d'emploi. Le poste occupé par Mme DUMOUCHEL serait de ce fait de catégorie A.

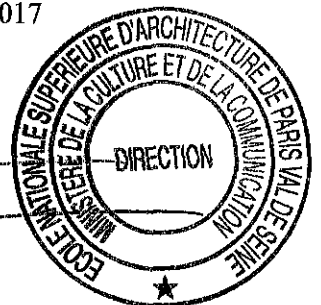
Pour faire valoir ce que de droit.

Paris le 06/11/2017

Le Directeur



Philippe BACH



Diète.
n° 11

DUMOUCHEL Virginie

58 bis, avenue du Général Leclerc

94700 Maisons-Alfort

Ministère de la Culture – Service des ressources humaines

Bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire

182, rue Saint Honoré

75001 PARIS Cedex 01

Maisons-Alfort, le 10 novembre 2017

Madame, Monsieur,

Suite à la décision en date du 12 septembre 2017, vous me notifiez mon éligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire pour un niveau de fonction de catégorie B, or, je conteste cette appréciation. Au vu des éléments joints (avenants, fiche de poste lettre de recommandation), je justifie de l'exercice de mission de niveau de la catégorie A.

Effectivement j'ai la responsabilité du cycle Master qui se compose de deux années (Master 1 et Master 2). Depuis 2015, j'encadre un agent de catégorie B ce qui m'amène à conduire son entretien d'évaluation, à signer ses congés...

Je coordonne le bon déroulement de la scolarité de 800 étudiants, vérifie, publie leurs résultats, constitue, organise et mène les jurys de fin de semestre du cycle Master. J'ai deux fois par an en charge l'organisation, la logistique, la réglementation ainsi que son application pour les jurys :

- Jurys de Projet de Fin d'Etudes
- Jurys de soutenances de mémoire

J'assure également la vérification des conditions d'obtention des diplômes, leur suivi en lien avec le Ministère pour la publication au Bulletin Officiel et les soumet à la signature du Directeur de l'école et celle du Rectorat, indispensables à la délivrance du Diplôme d'Etat d'Architecte valant au grade de Master.

J'organise la journée de remise des résultats pour les étudiants diplômés devant leurs familles.

J'ai en charge l'établissement des bilans, statistiques semestriels et annuels sur les effectifs et résultats des étudiants du cycle Master.

J'espère par la présente vous avoir apporté les informations nécessaires pour que vous accédiez à ma requête. Je vous joins parmi les différentes pièces la lettre du Directeur soutenant mon recours:

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à mes sincères salutations.

